



ASSEMBLÉE — 42^e SESSION

COMMISSION ADMINISTRATIVE ET COMITÉ EXÉCUTIF

Point 10 : Arriérés de contributions

Point 32 : Arriérés de contributions

ASPECTS FINANCIERS DE LA QUESTION DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS

(Note présentée par le Conseil de l'OACI)

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La présente note de travail contient des renseignements sur la situation des arriérés de contributions en date du 31 mars 2025 et identifie les États membres dont le droit de vote est considéré comme étant suspendu.

La note de travail s'appuie sur les documents suivants :

- l'appendice A, qui contient la liste des États ayant des arriérés de contributions au 31 décembre 2024 ;
- l'appendice B, qui énumère les États ayant conclu des accords pour régler leurs arriérés de contributions au 31 décembre 2024 ;
- l'appendice C, qui présente la liste des États dont le droit de vote est considéré comme étant suspendu au 31 mars 2025.

Suite à donner : Conformément à la résolution A39-31, l'Assemblée est invitée à prendre note des progrès réalisés dans le règlement des arriérés de contributions de longue date.

<i>Objectifs stratégiques :</i>	La présente note de travail se rapporte à tous les objectifs stratégiques, catalyseurs hautement prioritaires et catalyseurs subsidiaires
<i>Incidences financières :</i>	Les retards dans la réception des contributions ont une incidence sur les flux de trésorerie nécessaires à l'exécution en temps voulu du programme de travail de l'OACI.
<i>Références :</i>	A41-WP/30 Doc 10184, <i>Résolutions de l'Assemblée en vigueur (au 7 octobre 2022)</i> Doc 7515, <i>Règlement financier de l'OACI</i> Doc 7300, <i>Convention relative à l'aviation civile internationale</i>

1. INTRODUCTION

1.1 L'article 62 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago, 1944) stipule que l'Assemblée peut suspendre le droit de vote à l'Assemblée et au Conseil de tout État membre qui ne s'acquitte pas, dans un délai raisonnable, de ses obligations financières envers l'Organisation.

1.2 La résolution A39-31 de l'Assemblée contient, dans son dispositif, des paragraphes qui, entre autres, exigent des États membres qu'ils reconnaissent la nécessité de verser leurs contributions au début de l'exercice au cours duquel elles sont échues, déterminent les conditions dans lesquelles les États membres peuvent conclure des accords pour régler les arriérés de longue date, et renvoient à l'application de l'article 62 de la Convention sur la suspension des droits de vote. Cette résolution charge également le Conseil d'intensifier davantage la politique actuelle qui consiste à inviter les États ayant des arriérés à faire des propositions de règlement conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée.

2. SITUATION DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTION AU 31 DÉCEMBRE 2024

2.1 Au 31 décembre 2024, le total des arriérés de contributions a augmenté de 14,6 millions CAD, passant de 14,3 millions CAD en 2023 à 28,9 millions CAD en 2024¹. Le montant des contributions à recevoir au 31 décembre 2024 comprend une somme de 17,3 millions CAD relative aux contributions de 2024 et une autre de 11,6 millions CAD correspondant aux arriérés de contributions de 2023 et des exercices précédents. Les États membres ayant des arriérés au 31 décembre 2024 sont présentés dans les quatre groupes ci-après :

Groupe A (8 États) : États qui ont conclu des accords avec le Conseil afin de régler leurs arriérés de contributions sur plusieurs exercices, en application des paragraphes 3 et 4 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée. Aux termes de leurs accords, les États du groupe A sont tenus de payer leurs contributions de l'exercice en cours et d'effectuer un versement annuel convenu pour liquider les arriérés de contributions des exercices antérieurs. L'appendice B indique la situation des contributions et des versements en souffrance pour les exercices antérieurs des États du groupe A, au 31 décembre 2024 ;

Groupe B (9 États) : États qui ont des arriérés de contributions égaux ou supérieurs au total des contributions des trois exercices précédents et qui n'ont pas conclu d'accords avec le Conseil en vue de leur règlement ;

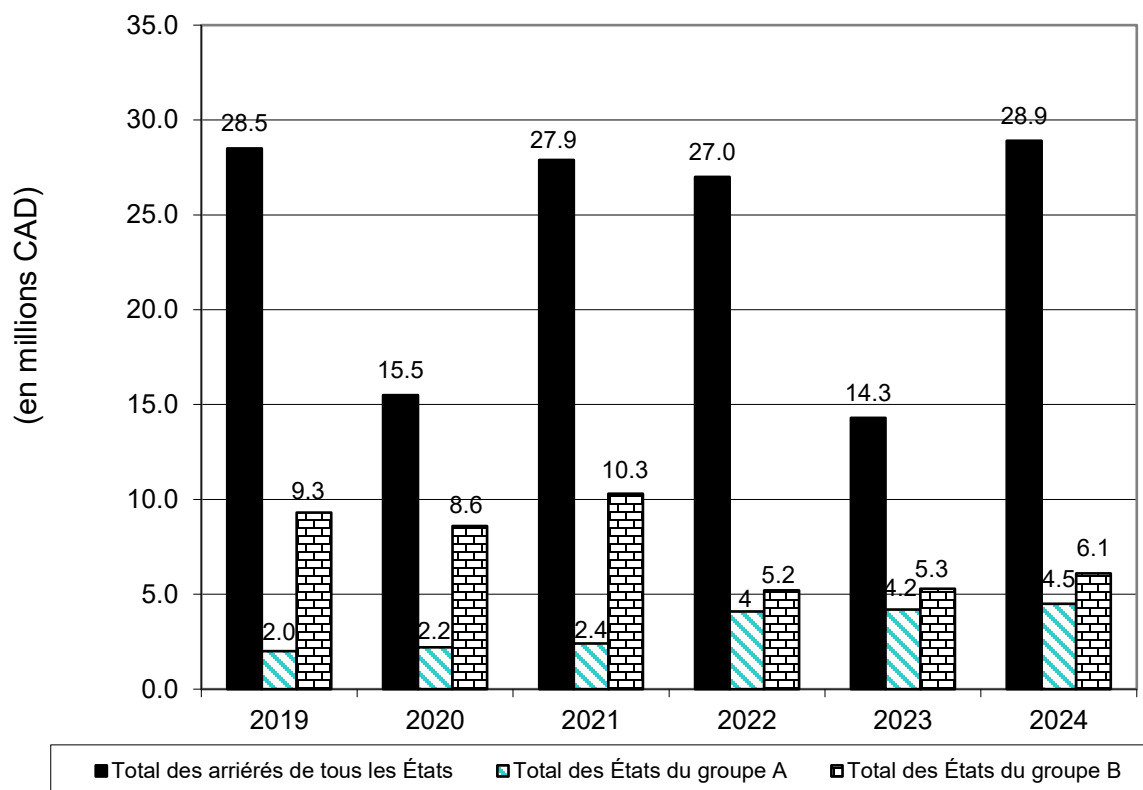
Groupe C (13 États) : États qui ont des arriérés de contributions supérieurs aux contributions d'un exercice mais inférieurs à celles de trois exercices précédents ;

Groupe D (21 États) : États qui ont des arriérés de contributions portant sur un exercice (2024).

2.2 La figure 1 ci-après indique la situation comparative du total des contributions en souffrance au 31 décembre pour les six derniers exercices, de 2019 à 2024. Elle montre aussi de façon distincte les arriérés du groupe A et ceux du groupe B.

¹ Un montant de 5,3 millions CAD en contributions de 2024 à recevoir a été réglé en janvier 2025.

FIGURE 1
CONTRIBUTIONS À RECEVOIR DES ÉTATS MEMBRES AU 31 DÉCEMBRE



2.3 Les retards accusés par les États membres dans le paiement de leurs contributions au titre des contributions et arriérés de l'exercice en cours continuent d'être un sujet de préoccupation. Il est essentiel que les contributions soient reçues en temps voulu pour que l'Organisation puisse fonctionner efficacement.

3. MESURES RELATIVES AUX ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS

3.1 L'Organisation assure le suivi du recouvrement des contributions conformément aux paragraphes 6.4 et 6.5 du Règlement financier et au paragraphe 2 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée. Outre la fourniture aux États membres des relevés de compte électroniques mensuels, le Secrétariat leur envoie des lettres en mai (pour rendre compte de la situation en avril, une fois l'audit externe achevé), en août (pour rendre compte de la situation en juillet) et en novembre (pour rendre compte de la situation en octobre et notifier la contribution de l'exercice suivant). La situation des contributions est publiée chaque mois sur le site web sécurisé de l'OACI, dont l'accès est réservé aux États membres. De plus, les bureaux régionaux communiquent directement avec leurs contacts dans les États respectifs et les sensibilisent à l'importance d'effectuer les paiements en temps voulu.

3.2 Le Règlement financier de l'OACI stipule que le paiement des contributions et des avances au Fonds de roulement doit être effectué au plus tard le premier jour de l'exercice auquel elles se rapportent ou dans un délai de 30 jours suivant la réception de la notification du Secrétaire général concernant les contributions, la date la plus tardive étant retenue. Au 1^{er} janvier de l'exercice financier suivant, tout solde impayé de ces contributions, paiements en vertu d'accords de règlement d'arriérés et avances au Fonds de

roulement est considéré comme étant d'un exercice en retard. La résolution A39-31 de l'Assemblée renvoie à l'application des dispositions de l'article 62 de la Convention relatif à la suspension du droit de vote.

3.3 *Droit de vote à l'Assemblée.* Conformément au paragraphe 6 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée, le droit de vote à l'Assemblée est suspendu pour les États qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières envers l'Organisation pour des montants égaux ou supérieurs à leurs contributions des trois exercices précédents, et qui n'ont pas conclu d'accord de règlement ou qui n'ont pas respecté les termes d'un tel accord. L'appendice C présente les arriérés des 14 États membres qui tombent sous le coup de l'article 62 de la Convention relatif à la suspension du droit de vote, sur la base de la situation au 31 mars 2025. Cette disposition prévoit en outre que la suspension du droit de vote est immédiatement révoquée dès le règlement des montants dus ou la conclusion avec le Conseil d'un accord visant à liquider les arriérés sur une période donnée et le respect des termes de l'accord, notamment un paiement des montants en souffrance correspondant aux avances au Fonds de roulement, et un paiement partiel s'élevant à 5 % du montant des arriérés.

3.4 Le paragraphe 4 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée décrit les conditions préalables à remplir pour conclure un accord en vue du règlement des arriérés. Au cours de la 41^e session de l'Assemblée, trois nouveaux accords ont été conclus pour le remboursement des arriérés. Sur les huit accords, deux États ont respecté les conditions et six États n'ont pas effectué le paiement requis dans leurs accords.

3.5 *Droit de vote au Conseil.* Conformément au paragraphe 7 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée, le droit de vote au Conseil est suspendu pour les États membres du Conseil dont les contributions annuelles sont en totalité ou en partie en souffrance depuis plus de 18 mois. Ce paragraphe prévoit par ailleurs que la suspension du droit de vote au Conseil est immédiatement révoquée dès le règlement des montants dus.

3.6 *Mesures supplémentaires concernant les droits de vote suspendus.* Conformément au paragraphe 10 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée, les mesures supplémentaires ont été ajoutées afin d'encourager les États membres dont les droits de vote ont été suspendus au titre de l'article 62 de la Convention à verser leurs contributions à la date d'échéance. Ces mesures continuent d'être appliquées par le Secrétaire général et surveillées par le Conseil.

3.7 *Élection au Conseil.* Conformément au paragraphe 11 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée, seuls les États qui n'ont pas de contributions annuelles en souffrance, à l'exception des contributions de l'exercice en cours, sont éligibles au Conseil, aux comités et aux organes de l'OACI.

3.8 Le Secrétariat a appliqué les dispositions de tous les paragraphes susmentionnés en suivant de près les contributions en souffrance.

4. CONCLUSION

4.1 Le recouvrement en temps utile des contributions demeure prioritaire pour assurer la durabilité des opérations de l'OACI. Aussi est-il proposé de maintenir les mesures actuelles figurant dans la résolution A-39-31 de l'Assemblée. Les États du groupe B sont instamment invités à conclure des accords pour le règlement de leurs arriérés par versements échelonnés, comme le prévoit le paragraphe 4 du dispositif de la résolution A39-31 de l'Assemblée.

APPENDICE A

SITUATION DES ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS DES EXERCICES FINANCIERS 1990-2024
AU 31 DÉCEMBRE 2024
(en dollars canadiens)

États membres	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018-1990	Exercices (2018-1990)	Total des arriérés	Fonds de roulement	Montant total en souffrance
Groupe A											
Antigua-et-Barbuda	72 446	71 722		66 572	63 719	66 637	1 330 937	(2018-1991)	1 599 587		1 672 033
Djibouti	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	66 637	946 997	(2015-1994)	1 285 769		1 358 215
Grenade							175 845	(2016-2014)	175 845		175 845
Guinée	72 446	66 729					40 149	(1997)	106 877		179 323
Haiti	72 446			66 572	63 719	66 637	159 948	(2018-2016)	356 876		429 322
Libéria	72 446	71 722					59 333	(2003-1996)	131 056		203 502
Sierra Leone	72 446	52 501					40 052	(2003-2002)	92 553		164 999
Soudan du Sud				66 572	63 719	66 637	78 890	(2018-2017)	275 818		275 818
Total, Groupe A	434 675	334 397	70 123	266 289	254 875	266 546	2 832 151		4 024 381	-	4 459 056
Groupe B											
Afghanistan	72 446	71 722	70 123	66 572	49 323		-		257 741		330 187
Dominique	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	44 424	-		316 560	1 459	390 465
Équateur	72 446	71 722	45 699				-		117 421		189 867
Gambie	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	64 838	-		336 974		409 420
Liban	72 446	71 722	70 123	66 572			-		208 417		280 863
Malawi	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	66 637	840 747	(2018-2003)	1 179 520		1 251 966
Palaos	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	66 637	602 690	(2018-2008)	941 463		1 013 909
République arabe syrienne	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	66 637	371 837	(2018-2013)	710 609		783 055
Sao Tomé-et-Principe	72 446	71 722	70 123	66 572	63 719	66 637	1 043 262	(2018-1993)	1 382 034		1 454 480
Total, Groupe B	652 013	645 502	606 679	532 578	431 636	375 808	2 858 536		5 450 739	1 459	6 104 211
Groupe C											
Burundi	72 446	71 722	2 903						74 625		147 071
Honduras	72 446	337							337		72 783
Iran, République islamique d'	386 375	382 519	226 000						608 518		994 894
Kiribati	72 446	4 419							4 419		76 865
Micronésie, États fédérés de	72 446	71 722							71 722		144 168
Mongolie	72 446	71 722							71 722		144 168
Mozambique	72 446	71 722							71 722		144 168
Papouasie-Nouvelle-Guinée	72 446	71 722	37 029						108 751		181 197
République démocratique du Congo	72 446	62 261							62 261		134 707
Timor-Leste	72 446	71 722	4 875						76 598		149 044
Turkménistan	72 446	71 722							71 722		144 168
Tuvalu	72 446	24 141							24 141		96 587
Yémen	72 446	71 722	39 542						111 264		183 710
Total, Groupe C	1 255 726	1 047 457	310 348	-	-	-	-	-	1 357 806	-	2 613 532
Groupe D											
Barbade	72 446										72 446
Bolivie	72 336										72 336
Colombie	1 273										1 273
Cuba	422										422
Érythrée	40 781										40 781
Eswatini	42 107										42 107
États-Unis d'Amérique	13 100 545										13 100 545
Îles Salomon	72 446										72 446
Iraq	108 668										108 668
Koweït	217 335										217 335
Lesotho	72 446										72 446
Mexique	956 982										956 982
Nauru	679										679
Pakistan	467										467
Pérou	1 607										1 607
Saint-Vincent-et-les Grenadines	28 252										28 252
Seychelles	202										202
Soudan	72 446										72 446
Tadjikistan	3 947										3 947
Venezuela (République bolivarienne du)	144 889										144 889
Zambie	19 963										19 963
Total, Groupe D	15 030 238	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 030 238
L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie							736 692		736 692		736 692
Total général	17 372 652	2 027 355	987 150	798 868	686 511	642 354	6 427 379	-	11 569 617	1 459	28 943 728

APPENDICE B

**CONTRIBUTIONS ET VERSEMENTS EXIGIBLES DES EXERCICES ANTÉRIEURS
EN VERTU D'ACCORDS DE RÈGLEMENT D'ARRIÉRÉS
AU 31 décembre 2024**

(en dollars canadiens)

États contractants	Année de l'accord	Échéance de l'accord en années	Exigible en 2024		Exigible en 2023		Exigible en 2022		Montant total actuellement en souffrance	Montant total en souffrance des années antérieures	Exigible en 2025 et dans les années futures	Montant total exigible
			Contribution	Versement	Contribution	Versement	Contribution	Versement				
ANTIGUA-ET-BARBUDA	2022	10	72 446	152 785	71 722	152 785			449 738		1 222 294	1 672 032
DJIBOUTI	2016	10	72 446	118 375	71 722	118 375	70 123	118 375	569 416	552 051	236 748	1 358 215
GRENADE	2017	10									175 845	175 845
GUINÉE	2006	20	72 446	13 454	66 729				152 629		26 695	179 324
HAÏTI	2022	10	72 446	39 653					112 099		317 223	429 322
LIBÉRIA	2006	20	72 446	18 432	71 722	4 254			166 854		36 648	203 502
SIERRA LEONE	2006	20	72 446		52 501				124 947		40 052	164 999
SOUDAN DU SUD	2022	5									275 817	275 817
TOTAL			434 676	342 699	334 396	275 414	70 123	118 375	1 575 683	552 051	2 331 322	4 459 056

NOTE : le montant dû chaque année comprend la contribution de l'exercice en cours majorée d'un versement convenu.

Accords antérieurs qui ont été réglés ou qui ont expiré depuis le dernier compte rendu à l'Assemblée lors de la 41^e session.

États membres	Année de l'accord	Échéance de l'accord en année	Situation de l'accord
ANGOLA	2019	10	Règlement intégral en 2022

APPENDICE C

ARRIÉRÉS DE CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES DONT LE DROIT DE VOTE EST CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT SUSPENDU AU 31 MARS 2025 (en dollars canadiens et en dollars des États-Unis)

Groupe	État	Arriérés										Paiement	
		CAD				Total en CAD	USD				Total en USD	CAD	USD
		2024	2023	2022	Sur 3 exercices		2024	2023	2022	Sur 3 exercices		Demandé*	Demandé*
A	Antigua-et-Barbuda	40 781	41 152		480 044	561 977	21 959	21 200		726 644	769 803	177 941	188 487
	Djibouti	40 781	41 152	39 170	330 033	451 136	21 959	21 200	21 465	564 419	629 043	396 092	503 035
	Guinée	40 781				40 781	21 959			24 137	46 096	40 781	27 584
	Haïti	40 781			197 805	238 586	21 959			110 313	132 272	62 759	34 216
	Libéria	40 781	3 902			44 683	21 959			38 197	60 156	44 683	34 741
	Sierra Leone	40 781				40 781	8 387			27 775	36 163	40 781	8 387
B	Afghanistan	40 781	41 152	39 170	72 340	193 443	21 959	21 200	21 465	30 205	94 829	72 341	30 206
	Dominique	40 781	41 152	39 170	97 347	218 450	21 959	21 200	21 465	54 665	119 289	97 348	54 666
	Gambie	40 781	41 152	39 170	109 851	230 954	21 959	21 200	21 465	59 139	123 763	109 852	59 140
	Liban	40 781	41 152	39 170	36 472	157 575	21 959	21 200	21 465	20 874	85 498	36 473	20 875
	Malawi	40 781	41 152	39 170	505 310	626 413	21 959	21 200	21 465	319 185	383 809	505 311	319 186
	Palaos	40 781	41 152	39 170	482 522	603 625	21 959	21 200	21 465	219 900	284 524	482 523	219 901
	République arabe syrienne	40 781	41 152	39 170	317 336	438 439	21 959	21 200	21 465	174 361	238 985	317 337	174 362
	Sao Tomé-et-Principe	40 781	41 152	39 170	505 310	626 413	21 959	21 200	21 465	509 625	574 249	505 311	509 626
Montant total en souffrance		570 934	415 422	352 530	3 134 369	4 473 255	293 854	212 000	193 185	2 879 439	3 578 478	2 889 533	2 184 412

Groupe A : États qui ont conclu des accords avec le Conseil afin de régler leurs arriérés de contributions sur un certain nombre d'exercices, mais qui ne respectent pas les termes de l'accord.

Groupe B : États qui ont des arriérés de contributions portant sur trois exercices entiers ou plus et qui n'ont pas conclu d'accords avec le Conseil en vue de leur règlement.

*Paiement minimum nécessaire dans les deux devises pour rétablir les droits de vote.